

Solidaires



Branche INRA

Actus de rentrée :  
Précarité - Souffrance au travail  
Charte déontologie - Retraites

## Relances SUD sur la gestion de la précarité et la souffrance au travail

A l'entrée du Comité Technique de rentrée, ce vendredi 11 octobre, la délégation SUD a, de nouveau, alerté la Direction sur 2 dossiers au long cours : la précarité d'emploi et la souffrance au travail. Nous avons cette fois ciblé des sujets qui dépendent uniquement de la volonté de la Direction.

- **L'amélioration sans délai de la procédure de renouvellement des CDD**, sachant que la pratique actuelle génère l'insécurité permanente des agents et équipes concernées : saucissonnage des demandes, longs délais de réponse, des décisions de refus parfois non motivées...

- **Des éclaircissements sur l'attribution du supplément familial de traitement aux contractuels**. La réglementation prévoit qu'il soit attribué à tous les parents titulaires ou contractuels (sauf les vacataires). Pourtant, d'année en année, moins de 30 CDD y émargent à l'INRA pour plus de 3000 titulaires. Nous attendons impatiemment la fiche promise expliquant « la règle INRA » !

- **Demande d'une information nominative sur les bénéficiaires du dispositif des examens réservés de la loi « Sauvadet »** pour communication, comme cela se fait dans d'autres établissements, aux membres de la CCPNT.

- **Demande que la hiérarchie ne perturbe pas les expertises externes** en cours dans 2 unités (Clermont, Rennes) concernées par la souffrance au travail, et que l'INRA réponde à celle formulée par le CHSCT de Toulouse suite au suicide d'un agent non-titulaire.

- **Demande que les agents recrutés par voie contractuelle (handicap) bénéficient d'un même accompagnement que les stagiaires titulaires, s'agissant de leur bilan à mi-parcours**. Nous craignons une nouvelle vague de CAP pour refus de titularisation.

- **Dénonciation de la tromperie sur la marchandise concernant la brochure sur les risques psychosociaux**, tirée à 16 000 exemplaires, suggérant qu'il s'agit de l'aboutissement d'un travail collectif avec les représentants du personnel au CCHSCT, alors qu'en fait seule une minorité de l'instance s'y est associée.

**Lire, sur notre site, la synthèse SUD-RE de tous les sujets de ce Comité Technique<sup>1</sup> : motion sur le projet de loi avenir de l'agriculture, site de San Giuliano, Instituts Carnot, notes de service prévention et droit syndical, vote électronique (le retour)...**



<sup>1</sup> <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1787>

## Une charte de déontologie à l'INRA... pour faire écran à la science embobinée ?

La fête de la science, chaque octobre, veut rapprocher la recherche des citoyens. De leur côté, les pouvoirs publics travaillent sur un projet de loi relatif à « la déontologie, les droits et obligations des fonctionnaires »

Début 2013, la direction de l'INRA avait déjà pris l'initiative d'une charte de déontologie. Mais le contenu de cette charte est loin d'être à la hauteur des enjeux. Et si bonne soit-elle une charte ne suffirait pas à changer la donne : ce sont les politiques de soumission de la recherche publique aux intérêts privés (via les modes de financement, la fragilisation des salariés...), sans cesse amplifiées depuis 1999, qu'il faut stopper !



**Lire, sur notre site, la contribution SUD-RE diffusée ce mois d'octobre<sup>2</sup>**

## Une autre réforme des retraites est possible, mobilisation ce mardi 15 octobre



Pour clore cet envoi, **retour sur la réforme en cours des retraites, le projet de loi étant actuellement en débat à l'Assemblée Nationale.**

Sur ce sujet, comme les autres, la politique du gouvernement prolonge, hélas, celle menée par Fillon et Sarkozy. Ce qui conduit à la désespérance palpable de cette rentrée sociale difficile.

Pour changer la donne, lisons et diffusons les propositions alternatives, portées notamment par le collectif « retraites2013 » : vidéo, pétition en ligne...

Un communiqué unitaire de syndicats du secteur du lundi 14 octobre<sup>3</sup>, dont SUD-RE et la CGT pour l'INRA, invite les personnels et étudiants à se mobiliser contre «... un projet injuste qui ne fait qu'aggraver les inégalités, y compris celles dues aux spécificités des métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'allongement de la durée de cotisations à 43 annuités revient à reculer encore l'âge de départ à la retraite et à baisser le niveau des pensions des futurs retraités, alors que la précarité et les recrutements de plus en plus tardifs empêchent déjà d'obtenir une retraite à taux plein, surtout pour les nouvelles générations et les diplômés de l'ESR ».

**Participons aux rassemblements et manifestations organisées ce mardi 15 octobre.**

<sup>2</sup> <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1781>

<sup>3</sup> <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1788>